REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE
CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

TERMES DE REFERENCE

L'ELABORATION DES MATRICES DE COMPTABILITE SOCIALE ET MEGC POUR LES REGIONS DU SENEGAL

Mars 2004

1. Contexte et justification

Les récents diagnostics sur l'état de la pauvreté au Sénégal ont révélé que celle-ci prend des proportions dramatiques. La pauvreté touche plus de 65 % de la population, plus de 54 % des ménages et parmi la population pauvre, 80 % sont localisées en milieu rural qui constitue 60% de la population du Sénégal. Ces proportions sont d'autant plus inquiétantes qu'elles ont été observées malgré la reprise de la croissance économique.

Au niveau international, le débat sur la réduction de la pauvreté est également d'actualité. Les organisations internationales tels que la Banque Mondiale, le FMI ont réaffirmé leur volonté de soutenir la réduction de la pauvreté et en ont fait le fer de lance de leur politique d'ajustement.

Le DSRP sera le cadre de référence de l'élaboration des politiques sectorielles de développement et des programmes d'investissements tout en exerçant une influence positive sur les différents instruments de planification. Il servira de cadre opérationnel aux contributions des partenaires au développement. Par conséquent, il représente une opportunité pour renforcer les capacités de l'Etat à orienter sa politique en faveur des populations pauvres à en suivre l'impact et à harmoniser les appuis apportés par les donateurs avec les interventions de l'Etat dans un cadre plus cohérent.

Les programmes sectoriels seront considérés comme les principaux instruments de mise en œuvre du DSRP. Ces derniers sont appelés à décrire de manière détaillée et pour les différents secteurs considérés, les objectifs à atteindre, la nature des activités à mettre en œuvre, les zones d'intervention, le calendrier d'exécution des activités et les résultats attendus. Ils constitueront un cadre suffisamment souple pour permettre une meilleure coordination des activités des bailleurs de fonds qui auront la possibilité d'apporter leur assistance dans les domaines où ils ont des avantages comparatifs.

2. Justification de l'étude

Parmi les caractéristiques principales de la pauvreté on peut noter les problèmes de la politique de développement notamment les problèmes liés à l'emploi et à la répartition du revenu.

Aujourd'hui au Sénégal, il devient de plus en plus difficile de pouvoir cerner les facteurs qui sont à l'origine des contres performances réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement.

Par ailleurs le traitement et l'utilisation des données économiques restent encore à des niveaux pas du tout satisfaisants, malgré la collecte d'une masse considérable d'informations fournies par diverses sources notamment la comptabilité nationale, les enquêtes sur les budgets des ménages, la fiscalité et les secteurs sociaux. A cet égard, un cadre complet et cohérent qui constituerait un outil fondamental de suivi et d'évaluation d'impacts de certaines actions sur les conditions de vie des ménages, fait défaut.

En plus de cette défaillance technique qui limite les analyses socio-économiques, se greffe l'urgence de suivi des mécanismes de répartition des fruits de la croissance. Comme il a été souligné dans le DSRP, la prise en charge du phénomène de la répartition des revenus est

devenue une priorité dans ce contexte de réduction de la pauvreté. A cet effet, il devient nécessaire d'élaborer des outils d'analyse telle que la matrice de comptabilité sociale qui pourrait servir de base, entre autres, à un modèle pertinent de détermination d'impact des mesures des politiques économiques.

3. Problématique des MCS régionales

Pour lutter efficacement contre ce fléau, un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) a été élaboré et adopté par les partenaires du Sénégal. Dans cette Stratégie de Réduction de la Pauvreté, l'amélioration des revenus des populations pauvres ou vulnérables est retenue comme objectif intermédiaire. Sa mise en œuvre est étroitement liée notamment, à la nature des problèmes économiques auxquels l'économie est confrontée, aux types de politiques appliquées mais aussi aux différents chocs provenant de l'environnement international. Par ailleurs, compte tenu des spécificités régionales, les réactions peuvent être différenciées d'une région à l'autre. Il est donc crucial d'élaborer un instrument de politique économique pour mieux cerner les canaux par lesquels ces politiques affectent les différentes catégories des populations et les différentes localités.

Dans l'état actuel de la recherche appliquée en macroéconomie, les Matrices de Comptabilité Sociale et Modèles d'Equilibre Général Calculable MEGC (technique d'évaluation quantitative macroéconomique) constituent les meilleurs instruments d'analyse. Ils permettent en effet d'analyser les impacts des politiques et des chocs extérieurs sur la distribution des revenus, l'emploi et la pauvreté surtout dans les pays à revenus faibles, très endettés. Ces outils découlent des analyses et des recherches en économie appliquée effectuées par les académiciens et des groupes d'économistes sur les deux décennies passées en macroéconomie et aussi de l'expérience des programmes d'ajustement structurel dans les pays en voie de développement.

Pour une bonne description des canaux de transmission, ces MEGC ont pour noyau une Matrice de Comptabilité Sociale. Cette matrice, recherchée pour ses propriétés de cadre comptable à la fois macro, méso et microéconomique consistant, fournit une cartographie aussi complète que possible de la circulation des flux économiques à l'intérieur d'une économie nationale ou régionale.

4. Objectif

L'objectif général de ce volet du système de suivi de la réduction de la pauvreté est d'examiner l'incidence des mesures de politiques économiques sur la distribution des revenus et les principales caractéristiques de la pauvreté à l'aide d'une MCS et d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) multi - sectoriel.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Mettre à jour la MCS du Sénégal ;
- Elaborer les MCS au niveau de chaque région du Sénégal, en priorité les régions où intervient l'AFDS ;
- A partir des MCS construites, calibrer les MEGC du Sénégal et des régions ciblées ;
- Estimer les paramètres du modèle ;
- Avec les MEGC construits et / ou mis à jour réaliser les simulations telles que :

- i) les effets de la dette extérieure sur l'investissement intérieur privé ;
 - ii) Les effets de la réallocation des dépenses publiques en infrastructure de base, en santé ou en éducation sur la croissance, l'emploi et la pauvreté ;
 - iii) L'incidence de la modification des termes de l'échange sur les inégalités, sur l'emploi et la pauvreté ;
 - iv) Les effets de la modification des termes de l'échange (ex. augmentation du prix mondial des céréales importées) sur la distribution des revenus et la pauvreté ;
 - v) L'impact de la réduction du stock de la dette sur la croissance économique et la pauvreté ;
 - vi) L'impact des campagnes agricoles ;
 - vii) L'impact des interventions des projets de lutte contre la pauvreté.
- Produire un rapport d'analyse des résultats des simulations et les implications pour la politique nationale du suivi de la réduction de la pauvreté, au niveau national et régional ;
 - Former à l'utilisation des modèles.

5. Tâches du Consultant

Pour l'atteinte des objectifs assignés à cette étude, sous la supervision conjointe de Directeur de la Prévision et de la Statistique et du Coordonnateur de la CSPLP/MEF, en collaboration avec les agents de la DPS et de la CSPLP/MEF, une équipe de trois consultants retenue à cet effet, doit accomplir les tâches suivantes :

- Mettre à jour la matrice de comptabilité sociale avec actifs financiers et conforme avec la spécification du MEGC du Sénégal;
- Organiser la collecte complémentaire et élaborer les MCS dans les régions visées ;
- Mettre en œuvre le MEGC du Sénégal ;
- Concevoir et élaborer les MEGC pour les régions visées ;
- Procéder aux simulations et consigner les analyses et les implications pour le suivi de la réduction de la pauvreté dans un rapport ;
- Former vingt agents de la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) à l'utilisation du modèle.

6. Résultats attendus

Au terme du contrat du consultant, les principaux résultats attendus sont :

- Une MCS du Sénégal avec actifs financiers mise à jour disponible et appropriée à la structure du MEGC ;
- Une MCS adapté à l'analyse de la pauvreté au Sénégal disponible et opérationnel ;
- Une MCS adaptée pour chacune des régions visées ;
- Une capacité d'identification de politiques économiques, les plus efficaces à réduire la pauvreté au Sénégal, à la DPS, à la CSPLP/MEF et à l'AFDS;
- Des recommandations de stratégies à l'attention des décideurs politiques chargés du système de suivi de la réduction de la pauvreté ;
- Une note technique détaillée sur l'utilisation de la matrice et le lancement des travaux d'élaboration des MEGC.

7. Qualifications/Profil du consultant

La mission sera confiée à une équipe de consultants dirigés par un macro économiste confirmé disposant d'une bonne expérience dans la pratique des modèles en général. En particulier, il devra avoir une bonne connaissance des matrices de comptabilité sociale et des modèles équilibre général calculable. Une connaissance des bases de données de la DPS sera appréciée.

Cette équipe doit également contenir un macro-économètre ayant une expérience avérée dans l'élaboration de ces types d'outils et deux consultants juniors pour la conduite des travaux de base.

8. Mode de sélection

L'étude étant financée par l'Agence du Fonds de Développement Social, le consultant sera sélectionné suivant la méthode de sélection de consultants individuels/cabinet d'études, conformément aux directives pour la sélection et l'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 1997 mises à jour en septembre 1997 et en janvier 1999.

9. Activités et Calendrier

Les différentes activités à mener sont, entre autres :

- le lancement des travaux par un atelier de formation regroupant les agents de la DPS, de la CSPLPMEF, les régionaux de la DPS, de l'AFDS, du PLCP.
- La collecte des données de base au niveau régional
- La phase de remplissage
- Un atelier de première validation des travaux
- Un atelier de validation définitive

Toutes ces activités se dérouleront d'avril à juin 2004.